

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 41/014/2008 – ÉFAI

25 avril 2008

AU 109/08      Craintes pour la sécurité

MEXIQUE      Ireneo Mujica Zarate (h), 37 ans

---

Ireneo Mujica Zarate, photographe et militant des droits des migrants, a été suivi par des personnes cherchant à l'intimider. Amnesty International craint qu'il ne soit la cible de représailles parce qu'il a fait état du passage à tabac et du probable viol de migrants en situation irrégulière – qui ne sont pas autorisés officiellement à séjourner dans le pays.

Le 14 avril, lorsqu'il a quitté un foyer d'immigrés à Arriaga (État du Chiapas) avec un migrant, Ireneo Mujica a remarqué qu'ils étaient suivis. Alors qu'ils marchaient en direction des lignes de chemin de fer, ils ont été entourés par deux hommes à moto d'un côté et trois hommes à bord d'un pick-up de l'autre. Les passagers du pick-up ont fait signe aux motards et leur ont crié : « *Pas maintenant !* », avant de partir. La vie d'Ireneo Mujica est probablement en danger, car il est un témoin-clé dans l'enquête sur les mauvais traitements dont ont été victimes un groupe de migrants arrêtés à la fin du mois de mars.

Le 31 mars, des fonctionnaires de l'Institut national des migrations (INAMI) et de la marine mexicaine ont mené une opération conjointe dans la municipalité de Niltepec (État d'Oaxaca, sud du pays) visant à arrêter des migrants en situation irrégulière qui tentaient de se rendre dans le nord à bord d'un train de marchandises.

Ireneo Mujica, qui avait averti l'INAMI qu'il prévoyait de recueillir des informations sur la traversée du Mexique effectuée par des migrants d'Amérique centrale et du Sud dans le but d'atteindre les États-Unis, voyageait à bord de ce train depuis une heure avec un groupe de migrants lorsque cette opération a commencé. Selon lui, une cinquantaine de membres de l'INAMI et de la marine ont arrêté le train et se sont mis à frapper les migrants à coups de matraque. Lorsque les agents de la marine ont remarqué qu'il photographiait la scène, ils ont saisi son appareil – dont il a cependant réussi à conserver et à cacher la carte mémoire – et l'ont arrêté. L'un des fonctionnaires l'a accusé de trafic d'êtres humains, puis Ireneo Mujica a été conduit au centre de détention pour migrants le plus proche, dans la ville de Tapanatepec. Il a été remis en liberté sans inculpation dans la soirée.

Les clichés enregistrés sur sa carte mémoire ont ensuite été publiés dans les médias nationaux et par l'intermédiaire d'organisations de défense des droits des migrants. Ces images montrent que les migrants ont été battus, torturés et soumis à d'autres formes de mauvais traitements ; elles présentent notamment des éléments laissant penser que deux femmes ont probablement été violées. La marine, l'INAMI et la **Commission nationale des droits humains ont ouvert des enquêtes sur ces faits et interrogé Ireneo Mujica en tant que témoin.**

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, les organisations de défense des droits des migrants ont fait part à maintes reprises de leur préoccupation relative aux violations commises par des fonctionnaires mexicains à l'encontre de migrants – des personnes originaires d'Amérique centrale et du Sud tentant de se rendre aux États-Unis pour la plupart. Parmi les atteintes aux droits humains signalées figuraient des passages à tabac, du chantage et des rapatriements forcés systématiques. En mars, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des migrants a effectué une visite aux frontières nord et sud du Mexique et s'est déclaré préoccupé par le traitement réservé aux migrants par les agents des autorités fédérales, des États et des municipalités dans les États méridionaux.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- demandez qu'une enquête impartiale et approfondie soit menée sans délai sur les actes d'intimidation dont Ireneo Mujica a été la cible le 14 mars à Arriaga, dans l'État du Chiapas ;
- priez les autorités d'ouvrir immédiatement une autre enquête impartiale et approfondie sur l'opération menée par l'INAMI et la marine le 31 mars, notamment sur l'arrestation d'Ireneo Mujica et sur les informations faisant état du passage à tabac et du probable viol de migrants ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures de protection adaptées pour assurer la sécurité d'Ireneo Mujica, afin qu'il puisse mener ses activités légitimes ;
- rappelez-leur que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles.

**APPELS À :**

Ministre de l'Armée (chargé des forces navales) :

Almir. Mariano Francisco Saynez Mendoza  
Secretario de Marina, Secretaría de Marina  
Eje 2 Ote. Tramo Heroica Escuela Naval Militar, 861  
Col. Los Cipreses, Del. Coyoacán  
México D.F., C.P. 04830, Mexique  
Fax : +52 55 5624 6365

Formule d'appel : *Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,*

Directrice de l'Institut national des migrations (INAMI) :

Lic. Cecilia Romero Castillo  
Comisionada del Instituto Nacional de Migración  
Instituto Nacional de Migración  
Calle Homero 1832, Col. Los Morales, Del. Miguel Hidalgo  
México D.F., C.P. 11510  
Fax : +52 55 5557 9865 (si une personne décroche, veuillez dire : « me da tono de fax, por favor »)

Formule d'appel : *Señora Comisionada, / Madame,*

Procureur général de la République :

Lic. Eduardo Medina-Mora Icaza  
Procurador General de la República  
Procuraduría General de la República, Av. Paseo de la Reforma n° 211-213, Piso 16  
Col. Cuauhtémoc, Delegación Cuauhtémoc, México D.F., C.P. 06500, Mexique  
Fax : +52 55 5346 0908 (si une personne décroche, veuillez dire : « me da tono de fax, por favor »)

Formule d'appel : *Señor Procurador General, / Monsieur le Procureur général,*

Président de la Commission nationale des droits humains (CNDH) :

Dr. José Luis Soberanes Fernández  
Presidente de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH)  
Comisión Nacional de los Derechos Humanos, Edificio « Héctor Fix Zamudio », 6° piso  
Blvd. Adolfo López Mateos n° 1922, Col. Tlacopac San Ángel, Del. Álvaro Obregón  
México D.F., C.P. 01040, Mexique  
Fax : +52 55 5681 7199

Formule d'appel : *Señor Presidente, / Monsieur,*

**COPIES À :**

Organisation de défense des droits des migrants :

Sin Fronteras, Puebla #153, Col. Roma, México D.F., 06700 Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 6 JUIN 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.